



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction mobilité, emplois, carrières**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDMEC/2016-25

13/01/2016

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 7

Objet : Appel à candidatures : 7 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence pour le Développement de la Coopération Internationale (ADECIA) :

1 poste de responsable de projet de coopération internationale dans le cadre d'un projet d'assistance technique « développement du secteur privé – secteur transformation du bois » (F/H) (catégorie A ou A+) - début de mission estimée : avril-mai 2016 à BEYROUTH (Liban).

1 poste de responsable de projet de coopération internationale dans le cadre d'un projet d'assistance technique « développement du secteur privé – secteur fruits à noyaux » (F/H) (catégorie A ou A+) - début de mission estimée : avril-mai 2016 à BEYROUTH (Liban).

Agence des Aires Marines Protégées :

1 poste de directeur(rice) adjoint(e) en charge du service ingénierie au sein des parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses (catégorie A ou A+ ou agent contractuel) à ILONI (Mayotte).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de chargé(e) d'études en santé au travail (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) :

1 poste de chargé(e) de mission Europe – Ingénierie des projets européens (catégorie A) à ANTONY (92).

Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (MAEDI)/Direction Générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats (DGM) :

1 poste de rédacteur(rice) « expert chargé de l'élevage et des risques sanitaires et phytosanitaires » (catégorie A+) - poste susceptible d'être vacant à partir du 1^{er} janvier 2016 à PARIS (75).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de chargé(e) de mission « eau et aménagements urbains » (catégorie A) à VINCENNES (94).

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Catégorie A / A+

Expert long-terme International

Responsable de projet de coopération internationale au Liban à Beyrouth dans le cadre d'un projet d'assistance technique «Développement du secteur privée – Secteur Transformation du Bois».

Début de mission estimée : Avril-Mai 2016

Niveau de classement parcours professionnel : 2

<p>MISSIONS DE LA STRUCTURE</p>	<p>Un projet en gestion déléguée est en passe d'être signé entre l'Union européenne et Expertise France pour une assistance technique avec le Liban pour renforcer le secteur privé national. Expertise France doit notamment proposer une équipe de 4 experts long-terme pour conduire ce projet. Le GIP ADECIA, partenaire d'expertise France, souhaite proposer 2 experts clés : Secteur Transformation du Bois et Secteur Fruits à Noyaux.</p> <p>Ce projet vise à accroître la compétitivité et la participation à l'économie des très petites, petites et moyennes entreprises libanaises en favorisant leur développement et leur intégration dans des chaînes de valeur / filières structurées.</p> <p>L'objectif spécifique du programme vise à apporter des services de conseils financiers et non financiers à des groupes structurés de TPE et de PME dans les secteurs des fruits à noyaux et de la transformation du bois.</p> <p>Ce projet permettra la création, la gestion et le fonctionnement de ces filières sous forme de <i>clusters</i> orientées vers l'économie de marché avec un accent particulier sur le renforcement de leur productivité et compétitivité. L'objectif étant de créer des relations durables entre acteurs privés et publics à l'amont et à l'aval de ces filières.</p> <p>Ce projet sera notamment organisé autour de missions de conseil, des programmes de formation sur-mesure, des séminaires, des rédactions de manuels de procédures et de visites d'études.</p>
<p>OBJECTIFS DU POSTE</p>	<p>L'expert en transformation du bois sera responsable de la conception et la mise en œuvre de la composante « transformation du bois » en particulier l'encadrement et la supervision des acteurs locaux dans l'exécution du projet. Il aura notamment en charge la formation des acteurs de la filière.</p>
<p>DESCRIPTIF DES ACTIVITES</p>	<p>L'expert clé est un expert long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien.</p> <p>Résidant à Beyrouth durant 36 mois, il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer le Comité de pilotage dans la mise en œuvre du projet et participer au renforcement institutionnel nécessaire; - Pendant la phase initiale d'analyse des besoins du projet, définir les termes de références de la composante « transformation du bois », notamment évaluer les sources de financement disponibles pour les TPE et PME ciblées. - Responsable de la mise en œuvre de la composante «transformation du bois » : <ul style="list-style-type: none"> • Informer sur la valorisation du bois avec une approche diagnostic ; • Assurer l'encadrement, la formation et la création d'équipes des salariés de la filière bois et de l'ensemble des parties prenantes à travers le projet et le recrutement de formateurs externes ; • Préparer les termes de référence pour le recrutement de consultants court terme et rédaction de notes conceptuelles pour la mise en place des activités de formation ; • Mobiliser les consultants choisis pour les missions d'expertise court-terme ; • Appuyer l'organisation technique et logistique de ces missions, suivre leur déroulement ; • Analyser et corriger les rapports d'expertise court terme.
<p>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</p>	<p>L'expert «transformation du bois » relèvera directement du chef d'équipe.</p> <p>Les bénéficiaires directs de ce programme seront mes TPE et PME des régions de la Bekaa Nord, du nord du Liban et de Tripoli.</p> <p>Les autres parties prenantes impliquées seront la PSC et/ou pendant la mise en œuvre du programme: coopératives, syndicats, institutions nationales du secteur privé, les associations en de diffusion et de plaidoyer, Ministère de l'Economie et du Commerce, Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Industrie, Ministère des Travaux publics et des Transports, les bailleurs de fonds, la Banque centrale, le TFCU.</p>

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS :	SAVOIR-FAIRE :
	<ul style="list-style-type: none"> • Diplôme universitaire de préférence au niveau de la maîtrise en gestion d'entreprise, de la foresterie, de l'environnement ou dans une discipline équivalente ; • Expérience reconnue d'appui au développement économique dans un contexte de développement ; • Bonne connaissance des enjeux de la filière de transformation du bois, du fonctionnement des clusters et du fonctionnement des filières ; • Maîtrise de l'anglais, écrit et parlé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 15 années d'expérience dans des postes de conseil en entreprise ou de direction ; • Expérience dans la région sera très appréciée ; • Expérience en tant qu'expert « transformation du bois » dans des projets d'assistance technique à l'international serait considérée comme un avantage ; • Connaissance du fonctionnement des projets d'assistance technique de l'UE ; • Minimum de 7 années d'expérience dans le secteur du bois, y compris développement des filières; augmentation de la productivité, des exportations, ou de la qualité des produits; développement du marché du bois,... ; • Expérience dans l'évaluation des projets de développement des PME dans le secteur du bois; • Expérience dans la gestion des subventions ; • Expérience dans la mobilisation des ressources de financement ; • Expérience en formation.
MODALITES DE CANDIDATURE	<p>Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV en anglais (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert du chef de service.</p> <p>Elles sont à adresser au plus tard au 05 février 2016, délai de rigueur, à Monique Tran, directrice du GIP ADECIA.</p>	
CONTACT	<p>Rémi Proust, GIP ADECIA (remi.proust@agriculture.gouv.fr – Tél. : 01.49.55.44.33)</p>	

Catégorie A / A+

Expert long-terme International

Responsable de projet de coopération internationale au Liban à Beyrouth dans le cadre d'un projet d'assistance technique «Développement du secteur privée – Secteur Fruits à noyaux».

Début de mission estimée : Avril-Mai 2016

Niveau de classement parcours professionnel : 2

MISSIONS DE LA STRUCTURE	<p>Un projet en gestion déléguée est en passe d'être signé entre l'Union européenne et Expertise France pour une assistance technique avec le Liban pour renforcer le secteur privé national. Expertise France doit notamment proposer une équipe de 4 experts long-terme pour conduire ce projet. Le GIP ADECI, partenaire d'expertise France, souhaite proposer 2 experts clés : Secteur Transformation du Bois et Secteur Fruits à Noyaux.</p> <p>Ce projet vise à accroître la compétitivité et la participation à l'économie des très petites, petites et moyennes entreprises libanaises en favorisant leur développement et leur intégration dans des chaînes de valeur / filières structurées.</p> <p>L'objectif spécifique du programme vise à apporter des services de conseils financiers et non financiers à des groupes structurés de TPE et de PME dans les secteurs des fruits à noyaux et de la transformation du bois.</p> <p>Ce projet permettra la création, la gestion et le fonctionnement de ces filières sous forme de <i>clusters</i> orientées vers l'économie de marché avec un accent particulier sur le renforcement de leur productivité et compétitivité. L'objectif étant de créer des relations durables entre acteurs privés et publics à l'amont et à l'aval de ces filières.</p> <p>Ce projet sera notamment organisé autour de missions de conseil, des programmes de formation sur-mesure, des séminaires, des rédactions de manuels de procédures et de visites d'études.</p>
OBJECTIFS DU POSTE	<p>L'expert « Agro-industrie » sera responsable de la conception et la mise en œuvre de la composante « <i>Agribusiness value chain and clusters</i> » en particulier l'encadrement et la supervision des acteurs locaux dans l'exécution du projet. Il aura notamment en charge la formation des acteurs de la filière Fruits à Noyaux (Abricots et Prunes).</p>
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	<p>L'expert clé est un expert long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien.</p> <p>Résidant à Beyrouth durant 36 mois, il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités de la composante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer le Comité de pilotage dans la mise en œuvre du projet et participer au renforcement institutionnel nécessaire ; - Pendant la phase initiale d'analyse des besoins du projet, définir les termes de références de la composante « <i>Agribusiness value chain and clusters</i> », notamment évaluer les sources de financement disponibles pour les TPE et PME ciblées ; - Responsable de la mise en œuvre de la composante « <i>Agribusiness value chain and clusters</i> » : <ul style="list-style-type: none"> • Informer sur les débouchés et valorisation possible en transformation avec une approche diagnostic ; • Assurer l'encadrement, la formation et la création de groupes de travail des producteurs, salariés des filières fruits à noyau et de l'ensemble des parties prenantes concernées à travers les activités du projet et le recrutement de formateurs externes ; • Préparer les termes de référence pour le recrutement de consultants court terme et rédaction de notes conceptuelles pour la mise en place des activités de formation ; • Mobiliser les consultants choisis pour les missions d'expertise court-terme ; • Appuyer l'organisation technique et logistique de ces missions, suivre leur déroulement ; • Analyser et corriger les rapports d'expertise court terme.
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	<p>L'expert « Agro-industrie » relèvera directement du chef d'équipe.</p> <p>Les bénéficiaires directs de ce programme seront mes TPE et PME des régions de la Bekaa Nord, du nord du Liban et de Tripoli.</p> <p>Les autres parties prenantes impliquées seront la PSC et/ou pendant la mise en œuvre du programme: coopératives, syndicats, institutions nationales du secteur privé, les associations en de diffusion et de plaidoyer, Ministère de l'Economie et du Commerce, Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Industrie, Ministère des Travaux publics et des Transports, les bailleurs de fonds, la Banque centrale, le TFCU.</p>

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS :	SAVOIR-FAIRE :
	<ul style="list-style-type: none"> • Diplôme universitaire agronomie, agro-industrie, commerce et économie agricole, ou dans une discipline équivalente ; • Expérience reconnue d'appui au développement économique dans un contexte de développement ; • Maîtrise de l'anglais, écrit et parlé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 15 années d'expérience dans des postes de conseil en entreprise ou de direction ; • Expérience dans la région sera très appréciée ; • Expérience en tant qu'expert « Agro-industrie » dans des projets d'assistance technique à l'international serait considérée comme un avantage. ; • Connaissance du fonctionnement des projets d'assistance technique de l'UE ; • Minimum de 7 années d'expérience dans le secteur agricole, en particulier en développement de filières; augmentation de la valeur-ajoutée, des exportations, ou de la qualité des produits; de la sécurité alimentaire; du développement des marchés agricoles,... • Expérience dans l'évaluation des projets de développement des PME dans le secteur agricole ; • Expérience reconnues en agro-business et dans la normalisation des productions agricoles ; • Expérience dans la gestion des subventions ; • Expérience dans la mobilisation des ressources de financement ; • Expérience en formation.
MODALITES DE CANDIDATURE	<p>Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV en anglais (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert du chef de service. Elles sont à adresser au plus tard au 05 février 2016, délai de rigueur, à Monique Tran, directrice du GIP ADECIA.</p>	
CONTACT	<p>Rémi Proust, GIP ADECIA (remi.proust@agriculture.gouv.fr – Tél. : 01.49.55.44.33)</p>	

Agence des aires marines protégées

* Emploi proposé

Directeur(trice) adjoint(e) en charge du service ingénierie (F/H) au sein des parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses.

Grade : Ouvert aux fonctionnaires de catégorie A ou A+, à défaut, aux personnels non titulaires de niveau équivalent.

Niveau d'études : niveau minimum bac + 5

Résidence administrative : Iloni (Mayotte)

Position administrative : Position normale d'activité, détachement ou mise à disposition pour les fonctionnaires ; contrat à durée déterminée de trois ans pour les agents non titulaires

* Contexte

Les parcs naturels marins de Mayotte (PNMM) et des Glorieuses (PNMG) ont été créés respectivement par décrets n°2010-71 du 18 janvier 2010 et n°2012-245 du 22 février 2012. Englobant l'ensemble des eaux sous juridiction française autour de Mayotte et des Glorieuses, ces deux parcs contigus forment l'une des plus grandes aires marines protégées françaises, avec une superficie de plus de 112 000 km². Ils abritent une biodiversité d'une richesse exceptionnelle, exposée, à Mayotte, à des pressions anthropiques fortes dans le contexte d'explosion démographique et de développement socio-économique que connaît actuellement l'île, 101^{ème} département français et prochainement région ultrapériphérique de l'Europe.

Comme tout parc naturel marin, ces parcs ont pour objectif de contribuer à la connaissance du patrimoine marin ainsi qu'à la protection et au développement durable du milieu marin (*Code environnement L334-3*).

Les moyens nécessaires au fonctionnement des parcs sont mis à disposition par l'Agence des aires marines protégées, établissement public administratif créé par la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006. La même équipe (27 agents) est au service des conseils de gestion de chacun des parcs. Elle se compose d'une direction et de deux services : le service « Ingénierie » et le service « Opérations ».

Le service « ingénierie » est chargé de mettre en place les mesures de gestion prévues dans les plans de gestion des deux parcs, de préparer les dossiers relatifs aux avis des conseils de gestion, de préparer et de réaliser les plans d'actions annuels et de mettre en place le suivi de l'action des Parcs au travers de tableau de bords et d'indicateurs de suivi. Il conduit ces actions en liaison étroite avec le service « Opérations ». Celui-ci est chargé de l'application du programme d'action sur le terrain au sein du parc. Il assure notamment les opérations de suivi du milieu marin, de surveillance et de contrôle et contribue fortement à la sensibilisation des usagers.

* Nature de l'activité

Le/la titulaire du poste est placé(e) sous l'autorité de la directrice déléguée des parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses.

Il/elle est chargé(e) de seconder la Directrice déléguée en ce qui concerne les aspects scientifiques et techniques en matière de préservation du milieu marin, développement durable des activités et amélioration de la connaissance au sein des deux Parcs. Le/la directeur(trice) adjoint(e) en charge du service ingénierie assure l'encadrement du service « Ingénierie » et en particulier organise, coordonne et suit les travaux des chargés de mission de ce service (gestion de projet, suivi budgétaire, établissement des priorités, mise en œuvre du tableau de bord des Parcs pour le suivi des actions...). Il/elle travaille en étroite collaboration avec l'adjointe « Opérations », qui coordonne les actions de terrain. Le/la titulaire du poste assure une cohérence des actions de son service au sein du Parc, avec celles du siège de l'Agence et des autres parcs naturels marins.

Il/elle est également amené(e) à représenter les deux Parcs auprès des différents acteurs concernés par le milieu marin et plus particulièrement des partenaires scientifiques et contribue à ce titre à la mise en réseau des Parcs au travers de partenariats à consolider ou à créer avec les partenaires scientifiques, associatifs, socio-économiques ou institutionnels. Le/la titulaire du poste sera également amené(e) à assurer l'intérim de la Directrice-déléguée.

* **Qualités requises**

- De profil scientifique ou technique, bac+5 minimum dans le domaine de l'environnement et du développement durable ;
- Expérience de 5 ans minimum dans le domaine de l'environnement et du développement durable ;
- Une expérience dans la protection du milieu marin ou dans le développement durable des activités en mer ou dans la gestion d'espaces marins serait un plus ;
- Capacités managériales abouties ;
- Maîtrise du pilotage de projets ;
- Excellentes capacités rédactionnelles ;
- Connaissances en matière de marchés publics ;
- Grande capacité d'écoute et de négociation ;
- Capacités d'adaptation personnelle, familiale et professionnelle au contexte particulier de Mayotte (insularité, éloignement, contexte socio-économique, contexte professionnel...).

* **Candidatures**

Date limite des candidatures : **29 janvier 2016**

Prise de poste : **1^{er} août 2016**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae, et **faire impérativement apparaître le statut du candidat.**

Elles sont à adresser :

- par mail à recrutement@aires-marines.fr en indiquant **en objet de votre mail la référence « P104 »** ;

Ou

- par courrier à :

Agence des aires marines protégées, Service Ressources Humaines, 16 quai de la douane,
CS 42932, 29229 Brest cedex 02.

Les personnes souhaitant des informations sur le poste peuvent contacter Madame Cécile PERRON, directrice déléguée des Parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuse, par téléphone au 06.39.09.12.12, ou par mail à l'adresse suivante, cecile.perron@aires-marines.fr

* **Modalités de sélection**

Une première sélection des candidats est effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae. Les candidats fonctionnaires sélectionnés seront convoqués devant un (ou plusieurs) jury(s). En l'absence de candidature retenue parmi les fonctionnaires, les candidats non fonctionnaires sélectionnés seront à leur tour auditionnés par le(s) jury(s).

Poste à pourvoir	Chargé d'études en santé au travail (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	CDI, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Mission Alertes et veille sanitaires (MAV)

Mission « Réseau national de vigilance et de prévention des pathologies professionnelles » (RNV3P)

Missions / contexte

La Mission Alertes et veille sanitaire (MAV) composée de 10 agents assure le pilotage d'une mission transversale au sein de l'Anses portant sur la veille et l'alerte sanitaire. L'objectif de cette mission est la production très rapide d'informations utiles aux responsables de l'Anses ou aux administrations et organismes concernés, de telle sorte qu'elle permette un délai court entre l'apparition du signal d'alerte et la notification aux personnes qui mettront en place les mesures. Ces informations contribuent à court terme à la prise de mesures de prévention ou de contrôles d'un problème de santé publique et à plus long terme, à définir des priorités d'action et des pistes de recherche. Dans ce contexte, la mission assure l'animation du dispositif de vigilance des Centres antipoison, et une coordination des actions de vigilance en œuvre au sein de l'agence (vigilance du médicament vétérinaire, nutrivigilance, phytopharmacovigilance).

L'agent intégrera l'équipe en charge de la coordination du Réseau National de Vigilance et de Prévention des Pathologies Professionnelles (rnv3p). Le « rnv3p » est un réseau de praticiens de santé au travail fondé sur les 31 centres de consultation de pathologies professionnelles (CCPP) et de 9 services de santé au travail (SST). Sa mission consiste à effectuer un recueil systématique d'informations sur les pathologies en lien avec le travail. Ce réseau a pour objectif l'identification des risques émergents et des déterminants professionnels de ces risques, en vue de leur prévention. La mission rnv3p constitue l'une des thématiques fortes de l'agence dans le domaine de la santé au travail. L'équipe est composée de 5 agents dont une animatrice informaticienne et deux statisticiens.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de la responsable de la « mission rnv3p », le chargé d'études sera amené à piloter des groupes de travail composés de différents experts en santé au travail et à participer à la coordination du réseau. Il contribuera aux productions scientifiques à partir des données du rnv3p ainsi qu'à leur valorisation. Le chargé d'étude sera notamment en charge des services de santé au travail qui constitue l'une des deux sources d'information du rnv3p.

L'agent recruté interviendra dans la gestion et le secrétariat scientifique des groupes et sous-groupes suivants :

- ✓ Coordination scientifique du groupe de travail « Méthodologie et stratégie d'exploitation de données du rnv3p » :
 - Assurer le secrétariat scientifique : préparation des réunions, rédaction des comptes rendus
 - Animer les réunions,
 - Coordonner les travaux,

- ✓ Coordination du sous-groupe sur les services de santé au travail (SST) et animation de cette composante du réseau :
 - Organisation et animation des réunions,
 - Mobilisation des partenaires des SST et récupération de leurs données,
 - Rédaction des rapports, production scientifique et valorisation des travaux menés à partir des données fournies, en collaboration avec les statisticiens,

Activités

- ✓ Création et coordination scientifique du sous-groupe de travail « Imputabilité » (ce sous-groupe a pour objectif la création de la nouvelle grille d'imputabilité) :
 - Constitution de ce sous-groupe avec les membres du GT Méthodologie et du GT Emergence
 - Organisation et animation des réunions
 - Création de la nouvelle grille d'imputabilité

- ✓ Participation à l'animation et à la valorisation des actions du réseau :
 - Participation à la production des rapports d'activité et rapports scientifiques
 - Participation à la communication interne et externe du rnv3p
 - Animation du forum et mise en ligne d'actualités sur le réseau

Dans le cadre de ces missions, le chargé d'étude travaillera en collaboration avec les 31 CCPP, les 9 SST et d'autres unités de l'agence impliquées.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*,
- Respect des règles de confidentialité (données de santé).

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Formation universitaire orientée vers les questions d'évaluation des risques sanitaires (médecin, pharmacien, ingénieur du génie sanitaire, épidémiologiste),

Expériences similaires

- Expérience d'au moins cinq années professionnelles indispensable,
- Une expérience en santé travail ou en coordination de projets dans un environnement complexe serait un plus.

Compétences

- Capacité à travailler en équipe et aisance relationnelle.
- Aptitude à la gestion de projet multipartenaire,
- Intérêt et forte implication pour les domaines scientifiques traités,
- Aptitudes rédactionnelles et capacités de présentation orale,
- Autonomie et réactivité,
- Rigueur scientifique et esprit critique et de synthèse

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 12 février 2016

Renseignements sur le poste : Mélina LE BARBIER, cheffe de mission RNV3P (01 56 29 56 37, melina.lebarbier@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-002 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
IRSTEA – Direction des relations internationales
1 rue Pierre Gilles de Gennes
CS 10030
F-92761 Antony cedex

Chargé(e) de mission Europe – Ingénierie des projets européens

N° du poste : (numéro Epicéa) Catégorie : A					
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Cotation part fonction PFR : Secrétaire administratif ou Attaché d'administration :				
Poste vacant					
Présentation de l'environnement professionnel	<p>Irstea est un organisme de recherche finalisée dédié à l'environnement et l'agriculture. Ses recherches sont orientées vers la production de connaissances nouvelles et d'innovations techniques à destination des décideurs publics, des entreprises et des citoyens pour répondre à des défis de société.</p> <p>Placée au sein du pôle Recherche et Innovation (PRI), la direction des relations internationales (DRI) contribue à l'internationalisation de l'établissement. La DRI pilote la réflexion de l'institut en matière de politique internationale, anime et coordonne les relations institutionnelles et scientifiques développées par l'institut à l'international, représente l'établissement dans les réseaux, et enfin, prépare et suit les accords. Elle assure la promotion et le suivi des programmes et des initiatives européennes et internationales, apporte un soutien aux chercheurs et aux équipes pour la préparation de projets européens et internationaux, et accompagne les échanges scientifiques (accueil/ mobilité). Elle porte la contribution de l'établissement à la construction des politiques de recherche, d'innovation et d'enseignement supérieures françaises en Europe et à l'international. À ces fins, la DRI assure la veille et la diffusion d'informations, l'accompagnement des équipes et leur formation sur les perspectives et les outils de la coopération européenne et internationale.</p> <p>La DRI réunit 6 agents, dont un adjoint « recherche et expertise internationale », trois chargés de mission (réseaux et influence en Europe, ingénierie de projets européens, échanges internationaux) et une assistante.</p>				
Objectifs du poste	<p>Le/la Chargé(e) de mission Europe – Ingénierie de projet est placé sous la responsabilité directe du Directeur des relations internationales. Ses activités s'exercent en étroite collaboration avec les autres chargé(e)s de missions de la DRI, ainsi qu'en interaction avec l'axe scientifique (UR, TR, départements) et les autres directions fonctionnelles de l'établissement.</p> <p>Le/la Chargé(e) de mission Europe – Ingénierie de projet est en charge du soutien fonctionnel pour la participation d'Irstea aux programmes et instruments communautaires. Cette mission comporte l'appui à l'identification des opportunités et à l'appropriation des instruments, le soutien à l'élaboration des propositions de projets et à la réalisation de ceux qui sont retenus, l'aide à la construction des partenariats scientifiques et le suivi régulier de la participation d'Irstea aux programmes européens.</p>				
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>A cet effet, il/elle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promeut, facilite et assure le suivi de la participation des chercheurs et des équipes aux instruments et initiatives européennes; recherche et diffuse les informations nécessaires à cet exercice ; établit des bilans réguliers et des perspectives ; - Apporte un soutien aux chercheurs et aux directions fonctionnelles concernées pour la préparation de projets européens; assure un rôle d'expertise et de conseil au niveau de la gestion financière et administrative des projets européens ; - Participe à l'implication d'Irstea dans les réseaux scientifiques et institutionnels européens; organise et anime des réunions avec les partenaires et les acteurs internes des projets européens ; - Représente l'établissement dans les dispositifs nationaux tels que les GTN et PCN, et autres réseaux français ; - Participe à la mise en phase des lignes stratégiques d'Irstea avec les évolutions des politiques de l'Union Européenne, en matière de recherche et d'innovation, ainsi que sur les questions liées à l'environnement et à l'agriculture ; - Déplacements fréquents. 				
Compétences liées au poste	<table border="1"> <thead> <tr> <th align="center">Savoirs :</th> <th align="center">Savoir-faire :</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td> <ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance des programmes et instruments européens, acquise par une expérience professionnelle réussie en lien avec la Commission européenne, ou par le montage et le suivi de projets de recherche européen ; - Connaissance approfondie des procédures d'appels à projet européen, des modalités d'évaluation et de la gestion administrative et financière des projets ; maîtrise des règles administratives, financières et juridiques tant d'un établissement public français que de l'UE ; - Bonne connaissance du monde de la recherche. </td> <td> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité à conduire un projet, élaborer un budget et animer des réunions ; - Maîtrise des techniques rédactionnelles, des outils bureautiques courants ; - Travail en équipe et fortes qualités relationnelles ; - Anglais courant indispensable. </td> </tr> </tbody> </table>	Savoirs :	Savoir-faire :	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance des programmes et instruments européens, acquise par une expérience professionnelle réussie en lien avec la Commission européenne, ou par le montage et le suivi de projets de recherche européen ; - Connaissance approfondie des procédures d'appels à projet européen, des modalités d'évaluation et de la gestion administrative et financière des projets ; maîtrise des règles administratives, financières et juridiques tant d'un établissement public français que de l'UE ; - Bonne connaissance du monde de la recherche. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité à conduire un projet, élaborer un budget et animer des réunions ; - Maîtrise des techniques rédactionnelles, des outils bureautiques courants ; - Travail en équipe et fortes qualités relationnelles ; - Anglais courant indispensable.
Savoirs :	Savoir-faire :				
<ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance des programmes et instruments européens, acquise par une expérience professionnelle réussie en lien avec la Commission européenne, ou par le montage et le suivi de projets de recherche européen ; - Connaissance approfondie des procédures d'appels à projet européen, des modalités d'évaluation et de la gestion administrative et financière des projets ; maîtrise des règles administratives, financières et juridiques tant d'un établissement public français que de l'UE ; - Bonne connaissance du monde de la recherche. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité à conduire un projet, élaborer un budget et animer des réunions ; - Maîtrise des techniques rédactionnelles, des outils bureautiques courants ; - Travail en équipe et fortes qualités relationnelles ; - Anglais courant indispensable. 				

Personnes à contacter

Denis Despréaux - Directeur de relations internationales - denis.despreaux@irstea.fr - Tél. : 01.40.96.61.80

Pierrick Givone – Directeur général délégué pour la recherche - pierrick.givone@irstea.fr – Tél. : 01.40.96.60.72

Inscrivez-vous avant le 12 février 2016 sur la plateforme de réception des candidatures en joignant vos CV, lettre de motivation, et éventuellement RQTH à l'adresse suivante :

<http://www-php.cemagref.fr/nous-rejoindre/mobilite-du-personnel-de-recherche>

Pour plus d'infos : <http://www.irstea.fr/> rubrique "Nous rejoindre"

Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Direction générale de l'alimentation

Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises

Mise à disposition auprès du ministère des Affaires étrangères et du Développement International (MAEDI)

Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM)

Rédacteur « Expert chargé de l'élevage et des risques sanitaires et phytosanitaires »

Poste susceptible d'être vacant à partir du 1^{er} janvier 2016

Catégorie A+

Niveau parcours professionnel : 2

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Au sein de la Sous-direction de la Santé, de la Sécurité alimentaire et du développement humain (SAH) de la Direction des biens publics mondiaux (DBM), le pôle Sécurité alimentaire assure une veille stratégique et la préparation des positions de la France dans les domaines suivants :

1. la situation alimentaire et nutritionnelle au niveau mondial et en particulier dans les pays en développement et la cohérence des politiques internationales pour la sécurité alimentaire mondiale ;
2. la prévention et la gestion des crises alimentaires dans les pays en développement en particulier en gérant l'aide alimentaire française ;
3. les politiques agricoles, nationales et régionales des pays en développement, dans un objectif de sécurité alimentaire et les politiques de développement rural nécessaires aux équilibres sociaux et territoriaux
4. la recherche et l'expertise scientifiques mondiales sur la sécurité alimentaire;
5. la gestion des risques sanitaires et phytosanitaires (maladies animales et ravageurs des plantes dont le risque acridien)

Son action s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies.

OBJECTIFS DU POSTE

Analyse, définition, mise en œuvre et évaluation des politiques et stratégies de gestion des risques sanitaires et phytosanitaires dans les pays en développement.

Participation aux négociations internationales dans les domaines de compétence.

DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER

Le rédacteur est compétent pour toutes les questions relatives à l'élevage et aux risques sanitaires (animaux et végétaux) et phytosanitaires, auxquelles il apporte son expertise.

- Suivi des plateformes mondiales sur l'élevage, notamment, l'Alliance mondiale pour l'Élevage (LGA / Livestock Global Alliance), l'Agenda mondial pour un élevage durable (GASL),
- Suivi des organisations internationales, notamment normatives : Organisation mondiale de la santé animale (OIE), Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO et Comité de la Sécurité mondiale- CSA) pour les aspects liés à l'élevage et les maladies des plantes, Organisation mondiale de la santé - OMS (pour ce qui concerne les zoonoses et l'AMR) et leurs programmes conjoints (Global Framework for the progressive control of Transboundary Animal Diseases – GF-TADs, , initiative One Health, etc.), Ces missions sont exercées en partenariat avec les experts et porte-paroles du MAAF ;
- Suivi des projets relatifs à l'élevage et aux questions sanitaires , en lien notamment avec l'Agence française de développement, la Commission européenne, la Banque Mondiale, et la fondation Gates ;
- Suivi de la thématique élevage dans le cadre des politiques régionales dans les pays du Sud (NEPAD, CEDEAO, UEMOA, CEMAC, SADC, EAC...) ;
- Suivi des questions relatives à la prévention et la gestion des maladies animales (ré) émergentes et des risques phytosanitaires, (grippe aviaire, lutte antiacridienne...) ;

Le rédacteur devra développer une activité de veille et participer en tant que de besoin à des fora internationaux sur les thèmes suivants :

- Élevage et changement climatique : filières d'élevage résilientes au changement climatique, place de l'élevage dans les INDC et NAMA, avenir du pastoralisme, suivi des positions des ONG.
- Élevage et nutrition : élevage et diètes dans les pays du Sud, contribution de l'élevage à la lutte contre la malnutrition.

Il apportera des éléments sur l'élevage dans le cadre de la Global platform for rural développement, qui rassemble une trentaine de bailleurs bi et multilatéraux.

En tant que de besoin, le rédacteur peut se voir confier de nouveaux dossiers transversaux relatifs à la sécurité alimentaire, pour répondre à l'évolution du pôle.

CHAMP RELATIONNEL DU POSTE

Le rédacteur est placé au sein du pôle Sécurité alimentaire, composé de six agents de catégorie A et un agent de catégorie B.

Il entretient des relations étroites avec les autres services du MAEDI (pôles climat et désertification, directions géographiques, postes diplomatiques, etc), l'Agence française de développement, le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. Il anime l'équipe des ETI élevage du MAEDI en veillant à la bonne coordination avec les M&D du MAAF intervenant aussi sur cette thématique.

Il représente le MAEDI au sein du GIP France Vétérinaire International (FVI).

COMPETENCES LIEES AU POSTE SAVOIRS SAVOIR-FAIRE

Formation de niveau supérieur dans les domaines vétérinaire et/ou agro-économiste

Maîtrise de l'anglais (parlé, lu, écrit).

Autonomie en bureautique (Word, Excel, Internet au minimum).

Expérience des problématiques sanitaires et phytosanitaires (SPS)

Expérience des économies des pays en développement, et de programmes d'appui au secteur agricole (minimum cinq ans).

Une expérience préalable dans le réseau français de coopération serait un atout.

Aptitudes à intervenir dans des réunions techniques et conférences internationales.

Aptitudes à la rédaction de documents de synthèse et de capitalisation.

Capacités d'organisation et d'animation de groupes de travail.

Disponibilité pour des missions de courte durée.

PERSONNES A CONTACTER

- Loïc EVAÏN, Directeur général adjoint de l'alimentation :

01 49 55 81 77, loic.evain@agriculture.gouv.fr

- Stéphanie FLAUTO, DGAL, Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales : 01.49.55.81.20, stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr

- Marie-Hélène LE HENAFF, DGPE, Sous-directrice International : 01 49 55 45 08, marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr

- Valérie VION, DGPE, cheffe du bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire, 01,49.55.48.66 valerie.vion@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) sera transmise à la sous-direction International, à Rekha Bernard (rekha.bernard@agriculture.gouv.fr)

**Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, et de l'Énergie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques**

AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou en détachement sur contrat)**

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chargé de mission « Eau et aménagements urbains » (h/f)
Affectation :	Direction de l'action scientifique et technique
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur de l'action scientifique et technique
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (+ de 900 agents, 150 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Écologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales et services départementaux.

Il conduit des missions d'intérêt général telles que :

- la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau
- la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
- la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales
- la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

Vous serez affecté au sein de la DAST (Direction de l'action scientifique et technique) qui vise à organiser, produire et diffuser une expertise fondée sur les connaissances scientifiques par la mobilisation de la recherche, en appui à la conception, à la négociation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau.

La DAST compte environ cinquante collaborateurs ainsi répartis : une moitié au siège de l'Onema (Vincennes), un quart au centre de formation de l'Onema (Somme) et un quart dans les quatre pôles d'études et de recherche (Lyon, Aix, Toulouse et Rennes) et dans les deux stations d'expérimentation (Manche et Haute-Normandie).

En matière de R&D dans le domaine de l'eau et des aménagements urbains, le premier contrat d'objectifs a permis de développer de nombreuses actions concernant les technologies innovantes

d'assainissement pour les petites et moyennes collectivités, le devenir des contaminants dans les systèmes d'assainissement urbains ainsi sur les questions en lien avec l'assainissement individuel.

Le deuxième contrat d'objectifs (2013-2018), tout en poursuivant certains de ces sujets, met l'accent sur l'ingénierie écologique (zones de rejets végétalisées par exemple), sur la gestion intégrée des eaux pluviales en prêtant une attention particulière à leur impact qualitatif sur la ressource, et plus globalement sur la prévention des pollutions par les contaminants.

La perspective de l'intégration de l'Onema dans la future Agence Française pour le Biodiversité renforcera les approches en lien avec la ville durable, l'ingénierie écologique etc.

Dans cette perspective, le poste est explicitement positionné comme un poste d'expert technique développant une stratégie de développement d'actions de R&D complémentaires les unes par rapport aux autres, avec un regard largement porté vers l'accompagnement opérationnel des acteurs en charge de la politique de l'eau au niveau des bassins et des sous-bassins et visant l'efficacité des actions entreprises vis à de la qualité de l'eau et des milieux.

Missions :

- Participer à la définition et à la conduite de la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'Onema sur le thème de l'eau et des aménagements urbains ;
- Diffuser les savoirs scientifiques et techniques auprès des acteurs de la politique de l'eau ;
- Piloter une politique de recherche-développement au plus près des besoins opérationnels ;
- Soutenir la prospective et l'innovation ;
- Former les acteurs de l'eau.

Activités principales :

1) Développer le transfert et la valorisation des acquis dans le domaine de la qualité de l'eau et du territoire rural

- Proposer et animer une politique de transfert au sein de l'établissement et vers l'ensemble des acteurs de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques (services de l'Etat, agences de l'eau, collectivités, bureaux d'étude...) en s'appuyant simultanément sur les diverses études et projets de R&D réalisés ou en cours, sur les documents de synthèse récemment réalisés par l'Onema ou certains de ses partenaires (agences de l'eau, ministères...),
- Réaliser divers outils de valorisation répondant à la stratégie de l'établissement en la matière (rédactions dans les collections de l'Onema, contenus de pages web thématiques, séminaires...) et définir une stratégie de déploiement (séminaires, documents de communication, de synthèse,...) en lien avec les partenaires R&D et acteurs concernés.
- Conduire des actions de formation, dans le cadre de son activité de transfert.

2) Développer des actions scientifiques et techniques dans le domaine de la qualité de l'eau et du territoire rural

- Faire vivre la stratégie d'action scientifique et technique du thème en croisant les attentes des acteurs de l'eau et les défis scientifiques de moyen terme et en tenant compte des capacités à faire des opérateurs de recherche et d'expertise, en partenariat avec les autres chargés de mission concernés, les autres directions de l'Onema, les agences de l'eau, le ministère et le conseil scientifique ;
- mettre en place et piloter la programmation pluriannuelle et annuelle des actions dont il a la charge, dans le cadre du calendrier général de la programmation ;
- piloter, suivre et valoriser les productions ainsi soutenues par l'Onema ;
- animer ou participer à des réflexions du Conseil Scientifique National animé par l'ONEMA ;
- assurer une veille scientifique et apporter son appui scientifique et technique en interne (autres directions métiers, délégations inter-régionales) et en externe (Ministères, agences de l'eau, ...).

3) Représenter l'Onema dans les comités stratégiques d'orientation et de programmation de la recherche aux niveaux national et européen

- Animer certains groupes de travail français et européens
- Assurer une position d'expertise dans certains groupe au travers d'activités de consultation collective (comités scientifiques, groupes d'experts et groupes de travail en soutien à la politique européenne, ...).
- Participer à la rédaction de publications scientifiques et techniques, donner des cours ou des conférences dans différentes instances et divers auditoires, et participer, intuitu personae, à des comités scientifiques ou des comités d'évaluation (groupements d'intérêt scientifique, unités de recherche, programmes de recherche, colloques, ...)
- Participer à des activités d'encadrement sur des actions liées à sa thématique (masters, doctorats, étudiants d'écoles d'ingénieurs, personnel Onema).

Relations liées au poste

Relations internes

- Direction Générale
- Chargés de mission à la direction générale (notamment ceux impliqués dans le thème)
- Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau (pour la mise au point d'outils et de méthodes d'acquisition et de capitalisation de la connaissance)
- Direction du Contrôle des Usages et de l'Action Territoriale (pour le transfert opérationnel des outils)
- Délégations inter-régionales et services départementaux de l'Onema
- Délégation à l'Information et à la Communication
- Pôles d'études et de recherche de l'ONEMA
- Centre de formation du Paraclet

Relations externes

- Services chargés de l'application de la politique de l'eau : Ministère chargé de l'écologie, Agences de l'Eau, services techniques des collectivités, DREAL, DDT
- Représentants des acteurs homologues de l'ONEMA en Europe
- Bureaux d'études, entreprises et pôles de compétitivité, les agences d'objectifs et de programmation de la recherche aux niveaux national et européen
- Correspondants scientifiques et techniques des établissements de recherche partenaires, des groupements d'intérêt scientifique dédié.

Profil recherché

Doctorat en technologies des infrastructures liées à l'eau en milieu urbain ou formation supérieure dans ces domaines;

Très bonne connaissance des enjeux liés aux pressions des activités urbaines sur les milieux aquatiques.

Bonne connaissance du paysage actuel de la recherche en France (thèmes, équipes,...) sur les questions de gestion de l'eau / environnement.

Très bonne connaissance du contexte politique et institutionnel de la politique de l'eau et des milieux aquatiques (DCE et réglementation) ; l'expérience de terrain dans le cadre d'une thèse ou de l'activité professionnelle seront appréciés;

Expérience en termes de communication scientifique (écrit et oral), y compris auprès d'auditoires/lecteurs d'autres disciplines et non académiques (élus, opérationnels,...)

Bonne connaissance des organismes de recherche français et de leur mode de fonctionnement

Compétences et qualités requises

Connaissances :

Très bonnes capacités de communication écrite et orale.

Fort intérêt pour l'animation de groupes de travail réunissant diverses catégories d'acteurs (scientifiques et utilisateurs des résultats).

Capacité de compréhension et d'expression en anglais

Savoir-faire opérationnel

Capacité à la programmation et à la gestion d'activités et de budgets

Forte aptitude au travail en réseau

Animation de projets complexes et pluridisciplinaires

Savoir-être professionnel

Goût marqué pour la communication, le transfert et aptitude à la vulgarisation

Forte autonomie

Esprit d'initiative

Capacité de travail en équipe

Disponibilité pour effectuer des déplacements en France et à l'étranger;

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DAST/CMEAU/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 7 février 2016